

SEMINAIRE STDF-FRANCOPHONIE - 27 Mars 2017

Conclusions de Jonathan T. Fried, Ambassadeur et Représentant permanent du Canada auprès de l'Organisation mondiale du Commerce

Chaque année, le 20 mars, les francophones et francophiles du monde entier célèbrent la Journée internationale de la Francophonie. Nous faisons durer le plaisir en tenant ce séminaire une semaine plus tard.

Compte tenu de son fier héritage français, le Canada est un fervent artisan et partisan de la Francophonie internationale.

Je suis heureux d'avoir été ici aujourd'hui, auprès de M. Paugam, représentant permanent de la France auprès de l'OMC, le STDF et l'ensemble des panelistes, qui ont su donner des exemples concrets de bonnes pratiques issues des projets financés par le STDF.

Des projets comme ceux-ci sont importants, évidemment, pour les gens qui en bénéficient directement, comme nous l'avons déjà entendu, et nous pouvons en tirer quelques conclusions.

Comme nous l'avons vu, pour être efficace, l'assistance technique SPS doit être ciblée. L'approche filière semble être adaptée aux interventions qui visent un produit spécifique, car elle permet une appropriation et un engagement plus actifs des acteurs de la filière dans les projets, en raison des résultats tangibles qu'ils obtiennent.

Deuxièmement, les projets d'assistance technique SPS permettent d'améliorer le dialogue public-privé et de renforcer la « interprofession » -- la coopération entre les différentes professions à travers la poursuite d'un objectif commun. C'est, par exemple, le cas avec le projet pêche et la mise en œuvre des pratiques d'hygiène en vue de l'exportation, ou encore dans le cas du projet au Sénégal avec la réduction du niveau de résidus de pesticides dans le chou.

Outre ses impacts immédiats, l'assistance technique SPS contribue à des objectifs de développement plus vastes, y compris l'accroissement des opportunités d'emploi et de revenus pour les femmes, l'amélioration de la sécurité alimentaire à travers la réduction des ravages causés par les organismes nuisibles, et la diminution des pertes et gaspillages

alimentaires à travers le renforcement des capacités en matière de conservation et de transformation.

On peut encore parler de la promotion de pratiques agricoles durables et respectueuses de l'environnement, comme la lutte contre l'appauvrissement des sols, dû à l'utilisation excessive et abusives des pesticides ou la pollution des nappes phréatiques.

Enfin, comme nous avons pu le voir aujourd'hui, et comme M. Tavares a dit, l'approche régionale peut s'avérer utile dans le déploiement des initiatives d'assistance technique SPS. D'une part, les risques SPS sont souvent de nature transfrontalière et requièrent une approche régionale, et d'autre part les pays participants aux projets régionaux y trouvent une opportunité de harmoniser le règlementation et partager leurs expériences et d'établir des réseaux d'entraide et de coopération à plus long terme.

Pour devenir des partenaires commerciaux à l'échelle mondiale, les pays en développement doivent avoir la capacité technique et réglementaire qui leur permettra de respecter les normes internationales. L'exportation de produits vers d'autres pays et une participation accrue au commerce international peut leur permettre d'atteindre plusieurs de leurs objectifs en matière de développement.

La promotion des approches scientifiques et l'adoption de normes internationales est un pilier important de la politique commerciale du Canada, particulièrement en ce qui concerne le commerce des produits agricoles et agroalimentaires.

À cet effet, le Canada a récemment consacré 1 million de dollars à l'avancement des travaux scientifiques et techniques du Codex Alimentarius, de la Convention internationale pour la protection des végétaux et de l'Organisation mondiale de la santé animale, ainsi qu'aux efforts déployés pour favoriser un environnement commercial sécuritaire, équitable et axé sur la science. Le Canada contribue aussi financièrement au STDF et entend continuer de le faire l'an prochain.

Comme nous le voyons aujourd'hui, le STDF et des activités similaires de renforcement des capacités liées aux mesures sanitaires et phytosanitaires jouent un rôle clé lorsqu'il s'agit d'aider les pays en développement à

accéder aux marchés et à prioriser les investissements et les mécanismes qui permettent d'établir une réglementation nationale fondée sur les normes internationales.

Pour terminer, je ne voudrais pas vous laisser quitter la salle sans prendre une minute pour souligner la contribution majeure de Madame Kenza Le Mentec aux travaux du STDF au cours des ans. Son leadership et son engagement ont guidé les partenaires du STDF, qu'il s'agisse des pays bénéficiaires que des donateurs ou des organisations spécialisées, dans l'atteinte de ses objectifs. Même si elle ne quitte pas l'OMC, Kenza va nous manquer.

Je vous remercie.